

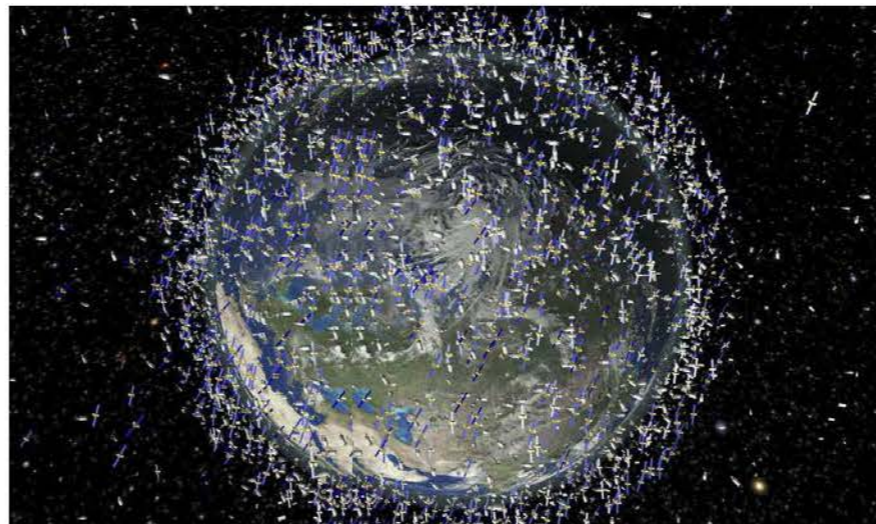
La diplomatie spatiale face à de nouveaux enjeux

Laboratoire pour les scientifiques, poste de surveillance pour les militaires, gigantesque zone commerciale et même terrain de jeu pour millionnaires : l'espace accueille de plus en plus d'engins de toutes sortes, satellites, stations, fusées... Comment organiser et réglementer tout ce nouveau monde ? C'est le défi d'une nouvelle diplomatie spatiale. **PAR STÉPHANE FAY**

En 2021, plus d'une centaine de fusées ont décollé, des milliers de satellites ont été mis en orbite, une vingtaine de touristes sont allés dans l'espace, et la Russie a mis en péril les astronautes à bord de l'ISS en testant un missile antisatellite... L'espace devient le terrain de jeu de plus en plus d'acteurs, militaires et privés, au point d'engendrer parfois des conflits internationaux ! Comment les États peuvent-ils mettre en œuvre des politiques spatiales au milieu de tous ces intérêts ? Lucien Rapp et Jean-Marc Laurent nous expliquent les nouveaux enjeux de la diplomatie spatiale.



JEAN-MARC LAURENT
Général de corps aérien (R) et professeur à Sciences Po Bordeaux, responsable exécutif de la chaire Défense & Aérospatial



LUCIEN RAPP
Professeur à l'université Toulouse 1-Capitole et directeur scientifique de la chaire Sirius

mentation commune et, qui sait, d'une organisation internationale spécialisée.

S&V : Le secteur privé prenant de plus en plus d'ampleur, qui le contrôle ?

J.-M.L. : Le secteur spatial privé ne vit pas en marge des États, il s'y développe avec leur accord et leurs règles. Les États, via le droit international, doivent être capables de réguler et encadrer leurs activités commerciales. Ils doivent aussi éviter toute saturation de l'espace par d'énormes constellations de satellites qui pourraient amener à de nouveaux conflits. Mais il existe encore des flous juridiques, et seule la diplomatie peut enrichir ce droit encore lacunaire.

L.R. : D'ailleurs, dans le secteur spatial, la règle de droit international n'a pas pour seule origine les États. Les textes sont encore insuffisants ! Conséquence : le droit trouve aussi parfois sa source dans une réglementation d'origine privée, notamment à partir des conventions commerciales et des pratiques de marché. La diplomatie spatiale doit rester attentive à cela.

Science & Vie : Quelles sont les premières bases de la diplomatie spatiale ?

Jean-Marc Laurent : Elles sont les mêmes que sur Terre : réguler et apaiser les relations entre États. Dans le spatial, la diplomatie a évité certains conflits durant la guerre froide, grâce au Traité de l'espace de 1967, qui a permis de réguler les activités de chacun, ou des coopérations internationales comme la mission Apollo/Soyouz en 1975. Mais aujourd'hui, avec les avancées technologiques, la diplomatie spatiale fait face à de nouveaux défis.

Lucien Rapp : La conquête de l'espace a engendré une diplomatie nouvelle qui doit s'adapter aux bouleversements actuels. Ces bouleversements sont d'ordres géopolitique, avec l'installation d'un duopole sino-américain dans l'espace, mais aussi technologique, car les révolutions techniques prolifèrent. Enfin, ils peuvent être juridiques : la gouvernance internationale fondée sur les traités

et le multilatéralisme est en train de montrer ses limites. À cela s'ajoute l'ouverture au secteur privé, l'élargissement du club spatial et la militarisation... La diplomatie spatiale est amenée à changer.

S&V : Quels enjeux sont apparus avec l'ouverture de l'espace au privé ?

L.R. : Depuis le début du siècle, le secteur spatial a subi de grandes transformations : la démocratisa-

tion de ses usages, sa privatisation [avec l'arrivée de nouveaux acteurs comme SpaceX, Blue Origin et Virgin Galactic, ndr], et sa commercialisation. Actuellement, le partage de l'espace se modifie en faveur des activités civiles. Mais les activités militaires, stratégiques pour les États, continuent d'y occuper une place déterminante. **J.-M.L. :** L'espace étant non-cloisonné, les activités civiles et militaires s'y mélangent. Mais une évolution est en cours avec des objets militaires de plus en plus agiles et imprédictibles et des

constellations de satellites civils qui prolifèrent. Nous devons surveiller et organiser l'espace afin d'éviter des interactions dangereuses entre les différents secteurs, mais aussi avec les débris qui errent dans le cosmos. Seule la diplomatie permettra de répondre à ce besoin.

S&V : La Russie a testé un missile antisatellite qui a menacé l'équipage de l'ISS. Est-ce une faille diplomatique ?

J.-M.L. : La course aux armes antisatellites a débuté avec la course à l'espace. Aucune démarche diplomatique

Peut-être faudrait-il encourager le rapprochement des diverses législations spatiales afin d'aboutir à une réglementation commune

LUCIEN RAPP

n'a vraiment pu, voire voulu la juguler car elles sont perçues, par beaucoup d'États, comme défensives et dissuasives plus qu'offensives. Elles sont aussi vues comme respectant le Traité de l'espace ou les accords de désarmement. Néanmoins, il faut le reconnaître, les débris de satellites générés par ces missiles sont dangereux et devraient relancer l'élan diplomatique. **L.R. :** Ce précédent montre qu'en effet l'espace

pourrait devenir imperméable à la diplomatie. C'est un bel exemple des limites de sa gouvernance internationale. Les législations spatiales se sont multipliées au cours des dernières années [traités et résolutions de l'ONU, accords internationaux pour l'ISS, conventions de l'ESA, législations nationales comme le Space Act américain, etc., ndr]. Peut-être faudrait-il encourager leur rapprochement afin de jeter les bases d'une régle-